

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 06/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RC TRAITEMENT

14 allée Marconi
Z.I. les AUREATS
26000 VALENCE

Références : 20220906-RAP-0745
Code AIOT : 0006102766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2022 dans l'établissement RC TRAITEMENT implanté 14 allée Marconi Z.I. les AUREATS 26000 VALENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RC TRAITEMENT
- 14 allée Marconi Z.I. les AUREATS 26000 VALENCE
- Code AIOT : 0006102766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société RC Traitement, qui compte 6 salariés, exerce une activité de zingage. Elle fonctionne en 2 équipes 5 jours /7.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite d'inspection du 05/11/2019
- Installations électriques
- Prévention et défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|--|---|-----------------------|
| 6 | Détection incendie | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.4.1 | / | Lettre de suite | 60 jours |
| 8 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.5 | / | Lettre de suite | 30 jours |
| 9 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.6.1 | / | Lettre de suite | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 7 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.4 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Suite visite d'inspection du 05/11/2019 | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 4.3.9.1 et 8.2.3.1 | / | Sans objet |
| 2 | Suite visite d'inspection du 05/11/2019 | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.2.1.2 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 3 | Suite visite d'inspection du 05/11/2019 | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 5.1.4 | / | Sans objet |
| 4 | Suite visite d'inspection du 05/11/2019 | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.5.3 et 7.5.5 | / | Sans objet |
| 5 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites de la précédente inspection ont été correctement prises en compte par l'exploitant. Lors de la visite, les 3 non-conformités suivantes ont été relevées:

- absence de détection incendie,
- consignes de sécurité incomplètes,
- conformité de la rétention des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite visite d'inspection du 05/11/2019

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 4.3.9.1 et 8.2.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Constat n°1: Les mesures comparatives prévues trimestriellement sur l'ensemble des paramètres par un organisme agréé ne sont pas réalisées. Les relancer rapidement. |
| Constats : Les prélèvements trimestriels sont réalisés depuis 2020 par la société VEOLIA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Suite visite d'inspection du 05/11/2019

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Murs et portes coupe-feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Constat n°3: Absence de la porte coupe-feu entre l'atelier et le hall de stockage. |
| Constats : La porte coupe-feu a été mise en place entre l'atelier et le hall de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Suite visite d'inspection du 05/11/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Constat n°4: Présence de bidons de produits contenant du CrVI, substance soumise à autorisation au titre du règlement européen REACH. L'élimination de ces produits doit être effectuée rapidement. Transmettre les bordereaux de suivi de déchets correspondants. |
| Constats : Les bidons de produits contenant du CrVI ont été traités par la société TREDI le 31 janvier 2020. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Suite visite d'inspection du 05/11/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.5.3 et 7.5.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Constat n°7: Le bord de la rétention de la ligne n°2 est très abîmé sur une longueur de 2 mètres approximativement, au niveau des stocks acides et bases qui sont censés être bien séparés par cette bordure. Celle-ci est à reprendre rapidement, car il y a en plus quelques égouttures, ce qui rend cette zone accidentogène. Elle n'est pas entretenue correctement. La bordure et la résine doivent être refaites rapidement. |
| Constats : La bord de la rétention de la ligne n°2 a été réparé et l'étanchéité a été réalisée par la société REACOMPOSIT en janvier 2020. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 17/12/2021 par l'APAVE. 8 observations ont été signalées et le Q18 mentionne que l'installation peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion. Les travaux de remise en état de l'installation électrique ont été réalisés par la société EBAI ELEC en février 2022. La société ETOILE VERIF a constaté que les travaux ont été réalisés et que les observations qui ont conduit aux conclusions du Q18 sont levées (document du 30/08/2022). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Détection incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : DéTECTEURS incendie : Dans les bâtiments d'exploitation, un système de détection d'intrusion faisant également office de détecteur d'incendie. En dehors des heures de fonctionnement les alarmes sont reportées vers une société de télésurveillance. |
| Constats : Le système de détection d'intrusion est en place et, en dehors des heures de fonctionnement du site, les alarmes sont reportées vers une société de télésurveillance. Cependant ce système de détection ne fait pas office de détection incendie. L'exploitant mettra en place un système de détection incendie avec report d'alarme vers une société de télésurveillance en dehors des heures de fonctionnement du site et transmettra à l'inspection des installations classées des éléments probants afin de justifier cette action. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et dispositifs d'extinction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins : <ul style="list-style-type: none">• extincteurs à eau pulvérisée de type 21A à raison d'un appareil pour 250 m² pour les ateliers, magasins, entrepôts, etc...• extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.• Extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques. <p>Un minimum de deux extincteurs devront être installés par étage et/ou par atelier, magasin ou entrepôt.</p> <p>Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles, et de préférence, à proximité des issues et des postes de travail.</p> <p>Un poteau incendie sera installé à moins de 200 mètres de l'établissement.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> |
| Constats : Les extincteurs sont en place, signalés et facilement accessibles (dont 2 à l'étage dans la mezzanine). Un poteau incendie est présent dans l'allée Marconi à moins de 200 mètres. L'exploitant ne connaît pas le débit de ce poteau incendie. L'exploitant précisera à l'inspection des installations si le débit du poteau incendie présent à proximité délivre le débit réglementaire (60 m3/h). Une formation d'équipiers d'intervention de premiers secours (avec le maniement des moyens d'intervention) a été dispensée en 2016 aux six salariés présents à cette date. Depuis, deux salariés ont quitté l'entreprise et ont été remplacés. L'exploitant veille à ce que les équipiers formés soient repartis sur dans les deux équipes de travail. Cependant, il paraît judicieux de former ces deux nouveaux salariés et de réaliser un recyclage pour le personnel qui était présent en 2016. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. |
| Constats : Des consignes de sécurité sont affichées mais elles sont incomplètes. L'exploitant complètera les consignes en prenant en compte la totalité des points listés dans la prescription de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et transmettra une copie de ces consignes à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le bâtiment sera conçu en rétention de façon à pouvoir retenir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Le volume de rétention ainsi créé devra avoir une capacité d'au moins 100 m ³ . |
| Constats : Le bâtiment est conçu en rétention de façon à pouvoir retenir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Cependant, cette rétention ne semble pas être satisfaisante au niveau des ouvertures Sud et Ouest de l'atelier. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si le volume de la rétention est égal à 100 m ³ . L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées des éléments probants afin de justifier la conformité du volume de la rétention et précisera quelles sont les dispositions mises en place au niveau des ouvertures Sud et Ouest de l'atelier. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite |
| Proposition de délais : 60 jours |